

## **CUIQUE SUUM (\*)...**

Dans un entrefilet du dernier *Réveil*, le camarade L. B. a fait justice des allégations de quelques personnes, intéressées sans doute, qui «*nous reprochent nos attaques contre le groupe soi-disant ouvrier socialiste en affirmant que nous ferions mieux de porter tous nos efforts contre la bourgeoisie*». Étant un de ceux auquel ce reproche peut s'adresser, qu'il me soit permis d'y répondre à mon tour.

Et d'abord, il est assez curieux de constater que ce soient précisément ceux qui, devant la classe bourgeoise, se sont empressés en toute circonstance de séparer leur cause de la nôtre, de nous désigner même comme des adversaires du «*socialisme*» et de plaider auprès des gouvernants la légalité de leur cause sur le dos de nos camarades arrêtés, condamnés ou expulsés, qui nous font aujourd'hui le reproche de ne pas exclusivement diriger nos attaques contre la bourgeoisie. Cette constatation faite nous sommes plus à l'aise pour répondre.

Le parti ouvrier socialiste en s'unissant à une fraction de la classe bourgeoise en vue de participer à la confection des lois dans le corps législatif et à leur exécution dans le *Conseil d'État*, a perdu sa raison d'être. Pour s'élever jusqu'au râtelier gouvernemental, pour obtenir des places de conseillers de toutes espèces, de juges de tout poil, de professeurs à tous les titres, de secrétaires ouvriers, plus spécialement chargés, par le Conseil fédéral qui les paie, de faire prendre en patience l'exploitation capitaliste aux travailleurs et d'énerver leur résistance, le parti ouvrier a dû lâcher du lest, et de son programme c'est la partie socialiste qui a été le plus fortement jetée par-dessus bord. C'est du reste à cette seule condition que cette union, qui eût été hybride sans ce sacrifice, bien léger pour quelques-uns, a pu se faire. Le parti ouvrier socialiste n'est plus autre chose qu'un parti politique, et comme tel il a passé par le même développement que les autres partis. Lorsque les cadres des diverses organisations politiques sont au complet, que les antichambres sont pleines de quémandeurs de places, que les promesses faites ne peuvent plus être tenues, il devient difficile aux derniers arrivés de se hisser jusqu'à l'assiette au beurre; les rangs sont serrés, impossible de passer. Que faire alors! attendre patiemment que des vides se forment; c'est bien long pour des ambitieux! Créer une scission dans un des grands partis qui se partagent l'opinion ou fonder un parti nouveau, ce qui revient à peu près au même, c'est plus sûr et du coup l'on peut prendre rang et s'imposer aux partis existants qui recherchent des alliances lorsque les circonstances les y obligent. Le groupe radical, composé d'une partie de la bourgeoisie plus ou moins rentée, d'employés et de nombreux travailleurs, radicaux par tradition de famille et suivant sans réflexion les décisions de l'état-major, offre une prise aux scissions par suite de son manque d'homogénéité de classe; nous en avons vu plusieurs qui toutes, au bout d'un certain temps, se sont évanouies pour rentrer dans le giron du parti. Sous l'empire de préoccupations économiques que l'on ne connaissait pas auparavant, des difficultés plus grandes de la vie, d'une lutte commerciale plus intense, d'une tension plus grande de tous les ressorts de l'activité industrielle, une partie des ouvriers devait naturellement suivre ceux qui viendraient lui parler de ses propres déboires et lui en montrer un allègement dans la confection de loi protectrices du petit (c'est le terme consacré pour désigner celui qui vit d'un travail peu rétribué). Depuis l'*Internationale*, la première tentative de groupement ouvrier en vue des places à prendre par la politique remonte, croyons-nous, au parti du peuple travailleur, ayant à sa tête un propriétaire de bazar qui réussit à se faire nommer député au *Grand Conseil* avec quelques-uns de ses amis. Le nouveau parti était secondé par le journal *Le Précurseur*. Puis nous eûmes le parti ouvrier, dont la *Voix du Peuple*, fondée par des ouvriers typographes qui n'aspiraient qu'à s'émanciper personnellement fut le noyau initial et devint l'organe attitré. C'est là l'embryon du parti ouvrier socialiste actuel. Au groupement primitif, qui réussit dès l'abord à faire nommer quelques conseillers au municipal et au cantonal - ce qui était assez facile - et à faire délier les cordons de la bourse du parti radical, ce qui était plus fort sinon très propre, vinrent s'adjoindre diverses personnalités, lassées d'attendre à la porte du radicalisme. Ces nouvelles recrues donnèrent une vitalité plus grande au parti, récompensée immédiatement, du reste, par de nombreuses places accordées aux plus remuants du parti. C'est ce qu'en langage socialiste légalitaire on appelle la conquête des pouvoirs publics. Nous pourrions faire une liste assez longue des fonctionnaires adhérant au nouveau parti dont la conception socialiste s'est arrêtée au guichet de la Caisse de l'État. Et de fait, ils ne furent pas autre chose que de zélés fonctionnaires, enclins comme ils le sont tous à faire graviter tout effort vers la conservation de leur place.

(\*) *A chacun le sien. (Note A.M.)*

Nous demandons pardon à nos lecteurs de cette incursion dans le passé; il était nécessaire, croyons-nous, d'indiquer les origines du parti socialiste pour démontrer qu'il a toujours fait cause commune avec une fraction de la classe bourgeoise et que, par suite, dans notre combat, nous n'avons pas à faire abstraction de ce parti malgré sa conception socialiste qu'il trouve bon, l'occasion aidant, de réduire au minimum pour cimenter ses alliances.

Inféodé au parti radical, il vogue dans son sillage, vote au doigt et à l'œil les lois proposées, même lorsqu'elles sont dirigées contre la classe ouvrière, comme la loi odieuse sur les conflits collectifs. Et l'on nous demande d'épargner le parti ouvrier socialiste dans nos attaques! Mais, n'est-il pas le plus sûr défenseur des institutions bourgeoises?

Pouvons-nous dire qu'il a servi les intérêts de la classe ouvrière? A-t-il tout au moins travaillé à son développement intellectuel et moral? L'a-t-il amenée, par une éducation de principes, à une capacité qu'elle ne possédait pas encore? A-t-il resserré les liens passablement relâchés, entre les différents groupements corporatifs, par suite d'un antagonisme moyenâgeux existant entre certaines professions? Avons-nous vu ses adhérents bien placés user de leur influence pour propager les principes socialistes du parti? Avons-nous vu faire quelque enquête sur les conditions du travail et les variations de salaire à chaque introduction de machine nouvelle dans l'industrie? Avons-nous quelque statistique sur le travail agricole, alors que nous avons des prud'hommes pour cette branche de l'activité ouvrière? Avons-nous entendu parler de conférences faites au sein de la classe ouvrière, de brochures répandues sur les principes du socialisme? A toutes ces interrogations et à tant d'autres que nous pourrions poser, la réponse est négative. Rien, rien, rien; aucune propagande active sinon, à la veille des élections, en compagnie des coryphées du parti radical, pour recommander le vote, toujours le vote. Les campagnes n'ont jamais vu que des politiciens, car bourgeois ou soit disant socialistes se ressemblent ces jours-là à s'y méprendre.

Dans la cité, les syndicats ouvriers meurent ou se désagrègent faute de principes actifs dans leur sein. Le jeu des personnalités tue la vie sociétaire et la méfiance apportée par la participation à la politique n'est pas faite pour rendre des forces à un organisme anémié.

Hâtons-nous de le dire: ce n'est pas une guerre de personnalités que nous faisons. Les individus ne nous intéressent que par l'influence qu'ils auraient pu avoir et qu'ils ont laissé échapper pour suivre des voies égoïstes, comme aussi par la situation qu'ils occupent et qui rend leur responsabilité plus grande. Nous les accusons d'avoir eu toutes les facilités pour travailler au développement populaire et de ne l'avoir pas fait; d'avoir laissé s'écouler les années sans rien tenter qui profitât réellement à la classe travailleuse; de l'avoir laissée dans l'ignorance alors qu'il fallait appeler tout le monde à la vie, à la conception des principes du socialisme. Nous les accusons, par complaisance aux partis bourgeois et pour montrer leur «loyalisme», d'avoir trompé la classe ouvrière, de l'avoir bâillonnée par de nouvelles lois dont l'absurdité se démontre tous les jours. Et c'est précisément parce que nous ne voulons pas nous rendre complices des politiciens de la classe ouvrière que nous les englobons dans notre lutte contre la bourgeoisie, dont ils sont, en somme, les entremetteurs auprès du peuple.

A chacun le sien.

**Georges HERZIG.**

-----